

Introduction

Constat

Nous connaissons tous l'histoire récente des recherches paléoenvironnementales en archéologie, et plus précisément au sein de l'archéologie préventive ; inutile donc de revenir sur les difficultés qui ont accompagné cette intégration désormais accomplie et incontestée.

En effet, à peine 20 ans de recul montrent que la classique opposition du culturel au naturel n'est qu'apparente : l'archéozoologie fait autant une archéologie du culinaire que de l'élevage, la carpologie, la palynologie sont les piliers, entre autres, d'une archéologie de l'agriculture, etc. Quant à la géomorphologie, pratiquée dans le cadre d'une archéologie préventive qui permet un accès exceptionnel au sous-sol (grâce à la pratique systématique du sondage mécanique), elle est devenue l'un des moyens majeurs de compréhension de l'organisation des dépôts quaternaires, et par ce biais, de reconstitution de la genèse des reliefs et des paysages dans lesquels s'inscrivent les occupations humaines. Toutes ces spécialités contribuent donc à la connaissance globale d'un « environnement », indissociable des populations étudiées, en termes de potentiel d'exploitation, de contraintes ou d'anthropisation. Toutefois l'implication de ces compétences en phase de diagnostic est très fortement dépendante des pratiques régionales, de la disponibilité des compétences, ainsi que du nombre et du contenu des prescriptions. Le respect d'un budget joue également son rôle de régulateur ; la caractérisation des structures et le prélèvement de mobilier datant étant souvent privilégiés dans ce cadre d'intervention aux dépens des approches naturalistes. De fait, les rapports d'opération de diagnostic apparaissent parfois pauvres en informations relatant la stratigraphie générale des terrains sondés :

- en présence d'une occupation, la démarche visant à restituer le paléosol associé aux structures est rarement exposée, ou *a contrario*, la présence de niveaux de sols peut être mentionnée sans qu'un argumentaire vienne réellement étayer l'interprétation ;
- en surface, les unités sédimentaires masquant les vestiges font l'objet d'une description relativement sommaire alors qu'elles participent à la compréhension des phénomènes d'érosion ou de recouvrement, ainsi qu'à la définition de l'état de conservation des vestiges. La géométrie de ces séquences constitue par ailleurs une donnée essentielle pour l'estimation du temps et des moyens nécessaires au décapage éventuellement à suivre ;
- selon la sensibilité du responsable d'opération ou la densité des vestiges, le niveau d'apparition du substrat encaissant ne constitue pas toujours une information pertinente. L'interruption des sondages étant décidée par la seule présence de structures, les occupations antérieures, lorsqu'elles sont recouvertes par des apports de matériaux naturels, prennent alors le statut de découvertes exceptionnelles dans le cadre d'une fouille. La programmation de l'activité et la planification des équipes s'en trouvent bouleversées, ainsi que les relations entre l'État, l'aménageur et l'Inrap ;
- dans le cas où aucun gisement n'est identifié, les observations géomorphologiques peuvent être délaissées. Rares sont les rapports de diagnostic dit « négatif » faisant l'objet d'une présentation même succincte des terrains recoupés. Pourtant l'information peut servir en référence pour des opérations proches et à venir, ou participer à terme à la compréhension de phénomènes « naturels » dont l'étendue dépasse souvent le cadre d'une opération.

Ces lacunes compromettent parfois l'élaboration des projets scientifiques d'opération de fouille. Dans ce cadre, les lignes précisant les investissements nécessaires aux études géomorphologiques et paléoenvironnementales apparaissent difficiles à justifier et les moyens se traduisent par des enveloppes globales de spécialistes et d'analyses qui reflètent le plus souvent des habitudes de travail sans que le questionnement soit

réellement explicite. Ces dernières peuvent couvrir toutes les études spécifiques en jeu dans le cadre d'une opération archéologique ; les formations sédimentaires, le monde animal (faune, micro-faune, mollusques...), le monde végétal (charbons de bois, graines, pollens...), mais également l'identification et la caractérisation des *artefact*, ou encore l'ossement humain dans le cadre de découvertes ponctuelles. Leur mise en œuvre fait l'objet d'un questionnement dans le courant de la fouille ou plus généralement en post-fouille. Equilibrer les investissements devient un exercice périlleux effectué par le seul responsable d'opération selon sa sensibilité, les sollicitations des spécialistes, leur disponibilité et les recommandations des services prescripteurs. Ces dernières années ayant enregistré une multiplication des études spécialisées au service de l'archéologie sans que les liens soient renforcés ou, pire, explicités, il est apparu pertinent de rassembler différents avis sur l'apport de la géoarchéologie et des compétences paléoenvironnementales en phase de diagnostic. Le séminaire méthodologique de mai 2006 avait pour objectif de poser les bases d'une amélioration en termes d'organisation et de gestion des opérations archéologiques, mais également de comprendre les variations d'une opération à l'autre ou encore les écarts entre les régions. Une série de recommandations, adaptées à l'activité menée par l'Inrap, ainsi qu'à sa vocation d'établissement de recherche, devait en résulter.

Limites

Ces journées de travail organisées par la direction scientifique et technique avaient donc pour sujet l'intégration des problématiques environnementales – prioritairement celles de la géoarchéologie – en phase de diagnostic. La réflexion devait s'appliquer aux gisements allant du Néolithique à nos jours, soit la majeure partie de l'Holocène, c'est-à-dire les périodes les plus fréquemment rencontrées et pour lesquelles les archéologues sont de loin les plus nombreux. En outre, les archéologues néolithiciens et des périodes historiques sont traditionnellement peu sensibilisés aux problématiques géologiques, contrairement aux mésolithiciens et aux paléolithiciens.

Aussi, ce séminaire, et la présente publication qui en résulte, précède une autre assemblée tenue les 5 et 6 décembre 2006 sur le diagnostic des sites paléolithiques et mésolithiques. Cette dernière a été principalement orientée vers la caractérisation des occupations, leur état de conservation et plus particulièrement la part des études taphonomiques pour la justification d'une opération de fouille sur des sites préhistoriques anciens. On a ainsi voulu être source de rapprochement entre archéologues préhistoriens et historiens, et proposer une organisation professionnelle adaptée à la visée des opérations de diagnostic.

Ce séminaire a été l'occasion de rappeler que le code du Patrimoine définit ainsi le patrimoine archéologique : « *Les éléments du patrimoine archéologique sont constitués de tous les vestiges et autres traces de l'existence de l'humanité, dont la sauvegarde et l'étude, notamment par des fouilles ou des découvertes, permettent de retracer le développement de l'histoire de l'humanité et de sa relation avec l'environnement naturel.* » (art. L.510-1). La loi voudrait donc que l'on porte son attention dans le cadre du diagnostic *a priori* à l'intégralité de la séquence sédimentaire dite du Quaternaire et ceci indépendamment de la connaissance du contexte historique et de la sensibilité acquise aux travers des découvertes antérieures. De la pratique, il ressort pourtant que les sondages sont fréquemment limités en profondeur par la mise au jour de vestiges appartenant à la Préhistoire récente ou aux périodes historiques. De plus, les dispositions légales relatives à l'archéologie préventive limitent les interventions à l'impact des travaux d'aménagement et le propre de l'archéologie préventive est de s'investir sur les seuls terrains « affectés ou susceptibles d'être affectés par des travaux » (code du Patrimoine, art. L.521-1).

La loi est ainsi écrite et, pour l'archéologue comme pour les spécialistes des questions portant sur le paysage, elle impose des obligations souvent difficiles à remplir. Caractériser l'environnement naturel dont les traces par définition ne peuvent être conservées qu'en dehors des sites, doit être posé comme préalable. Il s'agit de détecter et sélectionner des référentiels qui, à l'échelle d'une unité géomorphologique, permettent de sérier les processus sédimentaires en jeu et de les dater. La compréhension des

événements à l'origine d'un relief, la reconnaissance de la couverture végétale précédant une installation humaine, la prise en considération des potentiels d'exploitation, sont autant d'éléments qui devraient être maîtrisés afin de rendre compte de l'action directe de l'homme sur son environnement, et inversement.

Cette démarche ne peut être suivie aujourd'hui que dans le cadre du diagnostic, rares étant les opérations de fouille prescrites uniquement sur des formes dites « naturelles » même si celles-ci conservent du mobilier (talweg, mare...) et malgré le fait que de telles études puissent prétendre fixer le cadre environnemental pour de multiples occupations ou encore devenir des aides à la détection des gisements. Ainsi, entre diagnostic et fouille, la limite perd souvent de son sens pour les questions visant la reconstitution et l'évolution des paysages, mais le cadre réglementaire propre à la phase de détection (nature de l'aménagement, budget et délais) s'oppose régulièrement à cette démarche. Les opérations de diagnostic ayant le temps et les moyens d'approfondir ce domaine prennent valeur d'exception, la règle reportant en général les analyses et études spécialisées dans le cadre d'une prescription de fouille et donc sur des gisements, sites ou occupations avérés.

Ainsi, les observations enregistrées dans le cadre des diagnostics systématiques doivent être impérativement valorisées car porteuses d'informations adaptées à l'échelle des mécanismes en jeu dans la mise en place des formations superficielles. La définition de référentiels chrono-stratigraphiques au sein de grands systèmes morphologiques, et en priorité ceux visés par les interventions aujourd'hui menées par l'Inrap, devrait également faire l'objet d'une démarche volontaire à des fins de détection mais également d'étude de l'occupation de territoires, et notamment du Néolithique à nos jours. Reposant sur le croisement de nombreuses spécialités, ces actions requièrent avant tout la définition d'un langage commun et compréhensible par le plus grand nombre, une prise de données sur le terrain harmonisée, ainsi qu'une réflexion sur les modalités de consolidation et de diffusion des observations, celles-ci dépassant bien souvent les limites d'une opération. Si l'enjeu de ce séminaire était de clarifier l'apport des études regroupées aujourd'hui sous l'expression géoarchéologie en phase de diagnostic, il a été également l'occasion de discuter de plusieurs initiatives régionales.